

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 12 OCTOBRE 2011

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS AU 1^{ER} JANVIER 2012
(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : ASET1250124M
IDCC : 1597

Entre :

La FFB Champagne-Ardenne ;

La CAPEB Champagne-Ardenne ;

La FFIE Champagne-Ardenne ;

La FNSCOP BTP,

D'une part, et

L'UR construction et bois CFDT ;

L'UR CFTC BTP ;

La SFR CGT-FO,

D'autre part,

Vu la convention collective régionale du 14 juin 2006, dans ses articles 2.6 « Indemnité de petits déplacements », 2.3 « Prime pour travaux occasionnels » et 2.4 « Outillage »,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, Chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment, non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 12 octobre 2011. Il a été convenu ce qui suit, applicable au 1^{er} janvier 2012 :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ DE TRANSPORT	INDEMNITÉ DE TRAJET
1A (0 à 5 km)	1,42	1,08
1B (5 à 10 km)	2,10	1,67

ZONE	INDEMNITÉ DE TRANSPORT	INDEMNITÉ DE TRAJET
2 (10 à 20 km)	3,83	2,79
3 (20 à 30 km)	6,10	4,05
4 (30 à 40 km)	7,90	5,00
5 (40 à 50 km)	9,85	7,38

Indemnité de repas : 8,90 €.

L'indemnité de repas est due quelle que soit la zone dans les conditions prévues à l'article 2.6.5 de la convention collective régionale.

Article 2

Il est également convenu ce qui suit au 1^{er} janvier 2012 :

Prime d'outillage : 8,50 € par mois.

Prime horaire pour travaux occasionnels : 0,80 €/heure.

Article 3

Le présent accord sera effectif au 1^{er} janvier 2012.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins une fois par an pour étudier les revalorisations des différentes indemnités et primes prévues aux articles 1^{er} et 2 dudit accord.

Article 4

Le présent accord, rédigé en dix exemplaires, sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Chaumont, le 12 octobre 2011.

(Suivent les signatures.)